

Pas de routes ni d'aéroport pour les agriculteurs saintongeais

Opposés à la construction de nouvelles routes, les agriculteurs de l'association Terres de Saintonge organisaient leur assemblée générale, samedi 6 avril. Il était également question du futur aéroport de Saint-Agnant.

Un an après le début de la mobilisation, ils étaient une cinquantaine à s'être réunis sous un hangar, à Saujon, pour l'assemblée générale de l'association Terres de Saintonge. Des agriculteurs qui s'opposent à la construction des nouvelles routes prévues dans le schéma routier départemental, avec l'objectif d'améliorer la desserte de Royan. En ligne de mire : le futur aéroport de Saint-Agnant et son flux de vacanciers.

“Nous allons travailler ensemble”

Bien sûr, les différents intervenants sont revenus sur l'épisode du 8 mars dernier (voir notre édition du 15 mars). Là, au siège de la Communauté d'agglomération Royan Atlantique, Dominique Bussereau avait surpris tout son monde en acceptant de missionner la Chambre d'agriculture pour étudier l'aménagement des routes existantes.

Une victoire pour les opposants ? Le président du Conseil général en avait simplement conclu que toutes les pistes méritaient d'être étudiées. Alors, en attendant la tenue d'une nouvelle réunion, dans 6 mois, les agriculteurs tentaient de garder leurs

troupes mobilisées. “Il faut faire attention, lançait Jean Cohen, un membre de l'association. Dans l'enquête d'utilité publique, ils seront obligés d'inclure une étude d'impact sur toutes les alternatives. Si cela n'était pas le cas, nous pourrions attaquer. Voilà pourquoi nous en sommes là, ce n'est pas en une réunion qu'ils vont tourner casaque.”

Même son de cloche chez Philippe Favier, agriculteur et conseiller municipal à Sainte-Gemme. Il insistait aussi sur la nécessité de se manifester auprès de la Chambre d'agriculture et présentait une lettre type, disponible sur le site internet de l'association. “Nous sommes une association, nous ne sommes pas les seuls concernés, il faut pousser pour que cette étude soit vraiment faite et montrer à la Chambre que nous tenons à nos terres”, lançait-il.

Au gré des prises de parole, nombreux étaient ceux qui revenaient sur le financement de la Chambre d'agriculture par le Conseil général. D'autres abordaient l'aspect économique du schéma routier départemental, qui se chiffre à 500 millions d'euros sur 20 ans. À noter toutefois que les actions recensées dépassent largement le cadre de la desserte du pays royannais.

Les intervenants se succédaient, suivis par un membre du collectif saintais de soutien aux opposants de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. C'était ensuite au tour de Luc Valade de prendre la parole. Membre de l'association Envol Vert, qui s'oppose au transfert de l'aéroport de La Rochelle à Saint-Agnant, il était invité à exprimer son point de vue. “Si on construit vos routes, la situation sera très difficile pour nous”, déclarait-il.

Lui et son association s'opposent à la construction de l'aéroport pour des raisons écologiques, pour se préserver des nuisances sonores, mais aussi pour éviter de voir la valeur de leurs maisons descendre en flèche. En aparté, il ajoutait : “C'est un projet global qui englobe aussi le contournement Est de Rochefort. Partout, des associations se sont créées, mais il n'y a pas forcément d'unité (...) Terres de Saintonge a l'air de vouloir s'ouvrir, je pense que nous allons travailler ensemble.”

Inventaire de la faune

Pour le reste, l'association a mis en place différents groupes de travail. Le premier concerne les communes de La Gripperie-Saint-Symphorien,



Les agriculteurs saintongeais veulent rester mobilisés.

© D. L.

Sainte-Gemme, Le Gua, Sablonceaux, et l'entrée de Saujon ; le second, Saujon et ses environs. Il s'agit pour les agriculteurs de se préparer au lancement de l'enquête d'utilité publique, une “épée de Damoclès” selon Philippe Favier. Le conseiller municipal reprenait : “Quand elle arrivera, nous devons être prêts au niveau de la législation et en ce qui concerne

l'inventaire de la faune. Nous devons nous préparer à trouver des arguments pour faire capoter le projet.” Ils seront peut-être assistés par l'un des avocats engagés dans l'opposition à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Des liens ont en tout cas été établis ces dernières semaines.

David Labardin